

«ARTIMON S.à r.l »

Société à responsabilité limitée

Siège social: 163, rue du Kiem L-8030 Strassen

C O N S T I T U T I O N

d'une société à responsabilité limitée

du 23 décembre 2016

Numéro 42491

L'an deux mille seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame **Anne BRISSET**, épouse **OPPETIT**, demeurant au 14 Onslow Square, flat 3, Londres SW73NP, Royaume Uni,

ici représentée par Madame Marie-Line SCHUL, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, agissant par son mandataire, a requis du notaire instrumentant qu'il dresse l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêtés les statuts (ci-après «les Statuts») comme suit:

ARTICLE 1 FORME SOCIALE

Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (*ci-après* « **la Société** »), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (*ci-après* « **la Loi** »), ainsi que par les présents statuts de la Société (*ci-après* « **les Statuts** »).

ARTICLE 2 OBJET SOCIAL

La Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

ARTICLE 3 DUREE

La Société est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 4 DENOMINATION

La Société aura la dénomination « **ARTIMON S.à r.l.** ».

ARTICLE 5 SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi dans la commune de Strassen.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance, qui prendra les mesures pour adapter les Statuts en conséquence.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

ARTICLE 6 CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à de **trois millions huit cent soixante-quatre mille cinq cents Euros (EUR 3.864.500,-)** représenté par trente-huit mille six cent quarante-cinq (38.645) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

6.2 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres actions en accord avec les dispositions prévues par la Loi.

6.3 Participation aux profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Si la Société a plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés.

La cession entre vifs des parts sociales à un tiers ne pourra avoir lieu qu'après obtention de l'agrément préalable d'associés détenant ensemble au moins les trois quarts des parts sociales de la Société.

Si un associé souhaite céder une ou plusieurs parts sociales à un tiers, ledit associé cédant devra envoyer une notification préalable à la Société détaillant les informations pertinentes au regard de ladite cession, incluant l'identité du cessionnaire, le prix de cession, et le cas échéant les conditions de la cession.

Dans le cas où la cession ne serait pas approuvée par les associés de la Société, les associés peuvent, dans un délai de trois mois à compter de la date de refus, acquérir les parts sociales en cause sur la base d'une répartition équitable entre les associés (sauf accord contraire entre ces derniers), ou faire acquérir les parts sociales à un prix qui sera déterminé tel que décrit ci-dessous, sauf si l'associé cédant décide de renoncer à la cession. Sur demande du/des gérant(s), le délai de trois mois peut être étendu à six mois par le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale.

Dans la mesure où les associés n'ont pas souhaité acquérir les parts sociales, la Société peut, dans le même délai et avec l'accord de l'associé cédant, décider de, (i) réduire son capital social d'un montant équivalent à la valeur nominale globale des parts sociales en cause, et (ii) racheter et annuler ces parts sociales au prix déterminé conformément au paragraphe ci-dessous.

Le prix de cession des parts sociales devra être fixé à la valeur de marché des parts sociales telle que déterminée de bonne foi par le conseil de gérance.

Si à l'issue du délai susmentionné, les associés existants n'ont pas acquis les parts sociales, et la Société n'a pas réduit son capital social et annulé les parts sociales correspondantes, l'associé cédant pourra librement procéder à la cession des parts sociales en cause dans les conditions telles qu'initialement notifiées à la Société.

Toute cession de parts sociales ne sera effective à l'égard de la Société et des tiers qu'à compter de sa notification écrite à la Société.

En cas de décès, les parts sociales de l'associé défunt ne pourront être cédées à des nouveaux associés sans l'agrément préalable des associés détenant au moins les trois quarts des parts sociales appartenant aux survivants. Cet agrément n'est cependant pas requis lorsque les parts sociales sont transmises à un parent, descendant ou au conjoint survivant, ou à tout autre héritier réservataire de l'associé défunt.

6.6 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

ARTICLE 7 GERANCE

7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance qui devra être composé d'au moins un gérant de catégorie A et d'au moins un gérant de catégorie B.

Si la Société est dirigée par un gérant unique, toute référence au conseil de gérance dans les Statuts devra être considérée comme une référence au gérant unique.

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Il(s) est/sont nommé(s) et susceptible(s) d'être révoqué(s) *ad nutum* par le(s) associé(s) de la Société.

7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants dont au moins celle d'un gérant de catégorie A et celle d'un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

La gestion journalière de la Société ainsi que sa représentation dans le cadre de la gestion journalière peut être déléguée à un ou plusieurs gérants, dirigeants ou autres employés, agissant individuellement ou collectivement. Leur nomination, révocation et pouvoirs sont déterminés par décision du conseil de gérance.

7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du conseil de gérance.

7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants de catégorie A et la majorité des gérants de catégorie B est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Tout gérant peut se faire représenter par un autre gérant de la même catégorie lors d'une réunion du conseil de gérance en nommant son mandataire par écrit, courrier électronique, fax, ou tout autre moyen de communication similaire.

Si la Société a plusieurs gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, avec obligatoirement une majorité simple dans chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

ARTICLE 8 ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES

L'assemblée générale des associés est investie de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi et les Statuts.

Conformément aux articles 200-1 et 200-2 de la Loi, l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés. Si la Société a un associé unique, toute référence à l'assemblée générale des associés dans les Statuts est réputée faire référence à l'associé unique.

8.1 Quorum, majorité et votes

Chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient

adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première assemblée générale, ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée contenant le même ordre du jour et les décisions seront valablement adoptées pour autant qu'elles aient recueilli une majorité des voix exprimées, quelque-soit la part du capital social représenté.

Le conseil de gérance peut suspendre les droits de vote d'un associé qui serait en violation des obligations lui incombant en vertu des Statuts ou de tout accord contractuel conclu par cet associé.

Tout associé peut à titre personnel renoncer, temporairement ou définitivement, à l'exercice de tout ou partie de ses droits de vote. Cette renonciation engage l'associé et s'impose à la Société dès notification par l'associé à cette dernière.

8.2 Procédures

Les associés participant à une assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification, et permettant à tous les participants à l'assemblée générale d'entendre chaque participant de manière continue, et garantissant une participation effective à l'assemblée générale, sont réputés présents à l'assemblée générale pour le calcul du quorum et des votes, pour autant que de tels moyens de communication soient disponibles au lieu de l'assemblée générale. Dans ce cas, au moins un (1) associé ou son mandataire, sera physiquement présent au siège social de la Société et l'assemblée générale sera réputée être tenue au siège social de la Société.

Tout associé peut voter à l'assemblée générale au moyen d'un formulaire de vote transmis par courrier, courrier électronique, fax, ou tout autre moyen de communication, au siège social ou à l'adresse indiquée dans la convocation.

Les associés ne peuvent utiliser que les formulaires de vote fournis par la Société qui contiennent le lieu, la date et l'heure de l'assemblée générale, l'ordre du jour, les propositions soumises aux associés, ainsi que pour chaque proposition trois cases permettant aux associés de se prononcer en faveur, contre ou de s'abstenir en cochant la case appropriée.

Les formulaires de vote ne contenant pas de possibilité de (i) voter en faveur de la proposition, (ii) voter contre la proposition (ii) s'abstenir, sont nuls au regard de la proposition. La Société ne prendra en compte que les formulaires de vote reçu au plus tard la veille de l'assemblée générale à laquelle ils se rapportent.

Le conseil de gérance peut déterminer des conditions supplémentaires que les associés devront remplir pour leur permettre de prendre part à l'assemblée générale.

Dans le cas où les droits de vote d'un ou plusieurs associés sont suspendus ou si un ou plusieurs associés ont renoncé à l'exercice de ses/leurs droits de vote, ces associés peuvent assister à l'assemblée générale mais leurs parts sociales ne sont pas prises en compte dans la détermination du quorum et de la majorité requis à l'assemblée générale, ou pour déterminer si des résolutions écrites ont été valablement adoptées.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire quand le nombre des associés n'excède pas soixante (60). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

8.3 Modification des Statuts

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les associés pourront changer la nationalité de la Société par une décision de l'assemblée générale prise dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

ARTICLE 9 ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES ASSOCIES

Si le nombre des associés est supérieur à soixante (60), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 15^{ème} jour du mois de juin à 15:00. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant.

ARTICLE 10 VERIFICATION DES COMPTES

Si le nombre des associés est supérieur à soixante (60), les opérations de la Société sont contrôlées conformément à l'article 200 de la Loi par un ou plusieurs commissaire(s), qui ne doit/doivent pas

nécessairement être associé(s). L'assemblée générale nomme le(s) commissaire(s) et fixe la durée de son/leur mandat.

ARTICLE 11 EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS

L'année sociale de la Société commence le 1^{er} jour du mois de janvier et se termine le 31^{ème} jour du mois de décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

ARTICLE 12 DISTRIBUTION DES PROFITS

Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à/aux associé(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

Le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire établi dans les deux mois qui précèdent la décision du conseil de gérance, indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Dans les cas où cela ne serait pas requis par la Loi, chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

ARTICLE 13 DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

ARTICLE 14 REFERENCE A LA LOI

Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription et Libération du capital social.

Les statuts ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme ci-avant, déclare souscrire toutes les parts sociales et déclare toutes les libérer entièrement par un apport en nature consistant en :

- deux millions onze mille soixante-dix-huit (2.011.078) actions de commanditaire de catégorie A de la société en commandite par actions de droit luxembourgeois « HLD EUROPE », ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 198.109;
- cent soixante et onze (171) actions de la société anonyme de droit belge « ALGONQUIN », ayant son siège social avenue Louise, 149, boîte 24, B-1050 Bruxelles, inscrite auprès du Carrefour des Entreprises sous le numéro 0464.086.305.

Les apports en nature ont été évalués à trois millions huit cent soixante-quatre mille cinq cents Euros (EUR 3.864.500,-) par la comparante dans une déclaration de valeur. Cette valeur a été acceptée par la Société dans une déclaration d'acceptation de cette même évaluation.

La déclaration de valeur, la déclaration d'acceptation de valeur ainsi que le contrat d'apport, après avoir été signés «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2017.

Résolutions de l'associé unique

La comparante susmentionnée, représentée comme indiqué ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit a pris, en sa qualité d'associé unique, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
2. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

Gérant de catégorie A :

- Monsieur **Thibault VASLET DE FONTAUBERT**, né le 27 décembre 1963 à Arras (France) et demeurant professionnellement au 74 Paines Lane, Pinner HA5 3BL (Royaume Uni).

Gérante de catégorie B :

- Madame **Marie-Line SCHUL**, née le 02 octobre 1966 à Saint-Mard (Belgique) et demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

3. Le siège social de la Société est fixé au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ trois mille cinq cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé : M.L. SCHUL, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 décembre 2016. Relation : EAC/2016/30421. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR). Le Receveur, signé : SANTIONI.
